

Les gilets jaunes et nos élèves nous montrent la voie: tou-t-e-s ensemble, on peut gagner

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT Y ALLER !



Les prémices d'un débordement du cadre fixé par les directions syndicales

Sur le papier, le SNES-FSU, Sud-Education, la CGT-Educ'Action et le SN-FO-LC sont pour l'abrogation de Parcoursup, de la réforme du bac et de celle des lycées (général-technologique et professionnel). Mais les directions syndicales n'ont pris aucune initiative en ce sens-là depuis des mois, bien que la profession soit majoritairement opposée à ces contre-réformes. Comme s'ils étaient résignés et comme si les résolutions de congrès n'étaient là que pour donner le change, tandis que la politique réelle consiste surtout à participer à des « concertations » et à accompagner les reculs, en appelant tout de même pour la forme à quelques journées d'action dispersées et sans perspective, ne pouvant mobiliser les personnels qui veulent bien lutter, même s'ils et elles ont une chance de gagner.

C'est pourquoi, depuis la rentrée et à un rythme accéléré depuis trois semaines, des collectifs contre les réformes Blanquer commencent à se monter dans plusieurs départements et académies en France pour essayer de construire ce mouvement nécessaire. C'est un début de débordement des directions syndicales, souvent à l'initiative de militant-e-s syndicaux-les ou des sections d'établissement. L'idée n'est pas de contourner les syndicats, mais de prendre nos affaires en main et par là de faire en sorte que nos syndicats fassent la politique voulue par les syndiqué-e-s et au-delà par la base.

Cela a commencé avec la constitution d'un collectif en Ille-et-Vilaine, qui a été assez massif pour obtenir le soutien de la plupart des organisations syndicales du département (SNES 35, SN-FO-LC 35, Sud-Education 35, CGT Educ'Action 35, CNT-FTE 35). Un autre s'est constitué dans le Tarn, un autre en Ile-de-France (et notamment en Seine-et-Marne), un autre dans la région nantaise prenant appui sur un réseau de bahuts déjà existant, et la création de tels collectifs continue de s'étendre.

L'irruption massive des lycéen.ne.s dans la lutte change la donne

Le mouvement lycéen a commencé à émerger en relation avec celui des gilets jaunes. Ce sont souvent les enfants des prolétaires entrés en lutte sur les rond-points qui ont été moteur dans les mobilisations lycéennes, dont la géographie initiale recoupe partiellement celle des gilets jaunes.

A juste titre, l'UNL principalement, et secondairement de la FIDL et du SGL, ont décidé d'appeler les lycéen.ne.s en entrer dans la bagarre sur leurs propres revendications à partir du 30 novembre, soit principalement : l'abrogation de Parcoursup, de la réforme du bac, de la réforme des lycées (général-technologique et professionnel) et du service civique universel.

La mobilisation a vite pris de l'ampleur touchant plusieurs centaines d'établissement en France. Selon les établissements, les situations restent encore différentes. C'est parfois une pure et simple explosion de colère sociale, notamment dans les quartiers les plus frappés par le chômage, la misère et le racisme, en écho à la mobilisation des gilets jaunes qui, pour concerner d'abord d'autres fractions du prolétariat, n'en possède pas moins le même contenu social : ras-le-bol de la misère, des bas salaires, de l'arrogance du pouvoir, des violences sociales et policières, du racisme, etc. C'est parfois un mouvement plus centré sur les revendications propres aux lycéen.ne.s. Dans certains établissements, des débuts très prometteurs d'auto-organisation se mettent en place.

Les manifestations sont massives, témoignant d'un engagement réel des lycéen.ne.s qui, contrairement à ce que croient parfois certain.e.s collègues, agissent bien pour des raisons politiques et non pour « sécher les cours ».

Quel ordre la police protège-t-elle ?

Le pouvoir, effrayé par une possible jonction entre la jeunesse et les gilets jaunes, a donné ordre à sa police d'intervenir avec une brutalité sans limite afin d'essayer de terroriser la jeunesse et de tuer le mouvement dans l'œuf. Mais la profondeur sociale de la mobilisation est telle que la répression, loin d'enrayer l'extension de la lutte, l'a au contraire ancrée, renforcée et diffusée.

Il est frappant de noter l'attitude des forces de police. Ainsi, au lycée Olympe de Gouges, à Noisy-le-Sec, les personnels enseignants témoignent du fait que le blocus organisé par les lycéen.ne.s a été cassé par les dealers du Blondeau sous les yeux des forces de police qui sont restés spectatrices. Curieux pour des forces commandées par un Ministre qui se veut intraitable avec la moindre entorse à la loi, non ? Est-ce à dire que, si les infractions arrangent le gouvernement, il donne ordre de les laisser faire ?

Inversement, dans bien des endroits, la police intervient d'une façon très agressive contre les lycéen.ne.s, y compris quand les collègues tentent de protéger leurs élèves. Des tirs de flash-ball visant les visages (ce qui est en théorie strictement interdit) ont

blessé gravement plusieurs lycéen.ne.s. L'usage des grenades lacrymogènes et de désencerclement est massif. Mais le point d'orgue de cette vaste répression a été l'arrestation de 146 jeunes, ayant entre 12 et 20 ans, pour la plupart scolarisé.e.s, devant un lycée de Mantes-la-Jolie, dans une mise en scène humiliante, rappelant plutôt les dictatures que les démocraties même bourgeoises. Après des tirs de flash-ball, les élèves ont tou.te.s été forcé.e.s par les policiers à s'agenouiller et à mettre leurs mains sur leur tête, certain.e.s étant menotté.e.s et placé.e.s contre un mur. C'est ainsi que presque 1/6 de l'établissement a été placé en garde-à-vue où, selon les premiers témoignages, les jeunes ont subi des insultes racistes, des humiliations, et ont dû enduré des conditions inhumaines, entassé.e.s à 15 personnes dans une cellule prévue pour 5. Et, manifestement, la police n'avait en fait absolument aucune charge contre eux, comme le confirme de façon éclatante le fait que la plupart est sortie avec de simples « rappels à la loi ».

Un symbole de solidarité contre les violences policières pouvant permettre d'approfondir la lutte

L'épisode de Mantes-la-Jolie, filmé, a soulevé une vague d'indignation, mais aussi de solidarité parmi les lycéen.ne.s d'autres villes, ainsi que parmi les gilets jaunes. Place de la République à Paris, mais aussi à Dijon, Toulouse, et ailleurs les élèves se sont symboliquement arrêté.e.s à un moment dans leur manifestation et ont repris la position qui avait été imposée à leurs camarades par les policiers. De même des gilets jaunes, qui font eux-mêmes dans leur chair l'expérience des violences policières, ont agit de la même façon devant une usine fabriquant des armes pour la police dans le Maine. Et samedi 8 décembre, ce même symbole a été repris par le cortège formé par les cheminot.e.s, le comité Adama, le NPA, etc., mais aussi à la porte Maillot et ailleurs.

C'est un symbole essentiel pour construire l'unité des différentes composantes de la mobilisation politique de masse à laquelle Macron est confronté. Essentiel aussi pour permettre que d'autres revendications émergent dans la lutte et deviennent celles de tous les mouvements contre le racisme et les violences policières. Car il devient compréhensible à échelle de masse que les lois qui accroissent sans cesse les pouvoirs de la police sous prétexte de protéger la population, devant laquelle on agite la menace des délinquants et des terroristes, constituent en réalité un arsenal dans les mains des gouvernements au service du patronat pour imposer leurs intérêts face à la contestation et à la révolte des salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, jeunes, retraité-e-s modestes, habitant-e-s des quartiers, personnes racisé-e-s.

Blanquer ordonne aux personnels d'éducation de jouer les gardien-ne-s de l'ordre social

Le pouvoir aux abois ne recule devant rien pour tenter d'enrayer la révolte qui monte et s'étend. Ainsi Blanquer, le Ministre de l'Éducation Nationale, n'a pas hésité à envoyer un mail à tou.te.s les CPE (Conseiller Principal d'Education) et enseignant.e.s

du pays pour leur demander d'intervenir auprès des élèves et de leurs familles afin de les dissuader de participer à la mobilisation, sous prétexte de veiller à leur sécurité, pourtant mise en danger non par la mobilisation mais simplement par la violence sociale subie et par celle de la police !

Les profs commencent à entrer dans la danse pour protéger leurs élèves...

Face à la répression dont leurs élèves sont victimes, les profs ont commencé à entrer dans la danse pour les protéger autant que possible des violences policières, les aider à constituer des services d'ordre pour leur manifestation, et à échanger des informations sur les réformes.

Dans l'académie de Créteil, vendredi 7 novembre, des personnels enseignant.e.s se sont mis.e.s en grève avec cet objectif, notamment celles et ceux du lycée Condorcet (Montreuil), du lycée Jean Rostand (Villepinte), Simone de Beauvoir (Gargy-lès-Gonesse), des collèges Pierre de Geyter (Saint-Denis) et Gustave Courbet (Pierrefitte-sur-Seine), etc. (liste très incomplète).

Dans plusieurs académies, les syndicats ont aussi lancé des appels en ce sens et ont déposé des préavis de grève pour couvrir les actions des personnels.

Réformes Blanquer, bas salaires, précarité,... : autant de raison de s'y mettre nous aussi !

Mais, bien entendu, les personnels de l'éducation ont aussi bien d'autres motifs d'entrer dans la lutte, d'abord parce que leurs revendications propres d'enseignant.e.s rejoignent pleinement celles des lycéen.ne.s.

Ces revendications ne sont pas du tout étrangères non plus au mouvement des gilets jaunes. Car la lutte contre la détérioration des services publics en général, et de l'école en particulier, est aussi celle des gilets jaunes. Eux et elles aussi, en ont marre de voir leurs gamin.e.s entassé.e.s dans des classes surchargées (quelle éducation pour les moins privilégié.e.s, quand on compte 35 élèves par classe?). Eux et elles aussi constatent chaque jour le manque d'enseignant.e.s et de remplaçant.e.s, les heures de cours supprimées, et la fuite en avant vers une école à deux vitesses, ...

Le combat contre Parcoursup, c'est aussi un combat contre la violence sociale imposée par la politique néolibérale aux jeunes des milieux les plus pauvres et défavorisés, de plus en plus écartés de l'enseignement supérieur et envoyé de plus en plus tôt en apprentissage, où ils et elles bossent gratos pour les patrons.

Mais ce n'est pas tout. La question des salaires est particulièrement aiguë, en particulier pour les Assistant-e-s d'Education (AED) qui, à plein temps (41h30 par semaine) touchent le SMIC, pour les personnels ATTEE (agents de service, de cantine,

d'entretien, etc.) qui ont un boulot dur, subissent les suppressions d'effectifs et les bas salaires, enfin pour les personnels administratifs toujours moins nombreux-ses pour plus de travail, ainsi que pour les jeunes professeurs qui, en région parisienne notamment, ont de plus en plus de mal à se loger et à boucler les fins de mois.

Enfin, le problème de la précarité est croissant pour toutes les catégories, avec l'offensive généralisée du gouvernement Macron-Blanquer-Darmanin contre le statut de la fonction publique.

Le gouvernement a commencé à reculer face à la mobilisation des gilets jaunes :

tou-t-e-s ensemble, on peut le forcer à reculer beaucoup plus !

Tout cela n'est pas nouveau. Mais depuis pas mal de temps, c'est la résignation qui dominait. A quoi bon ? De toute façon, le gouvernement fera ce qu'il a décidé. Mais tout le monde voit bien que si l'on ne s'en tient pas à la routine syndicale des concertations bidons et des journées d'action saute-moutons, si on se mobilise vraiment, avec détermination, jusqu'au bout, on peut faire plier le gouvernement des patrons et du MEDEF, et même dégager Macron-Blanquer et toute sa clique.

La responsabilité des directions syndicales du secteur : appeler à la grève générale de l'éducation

D'ores et déjà, sur un certain nombre d'établissement, des AG se tiennent et décident de s'engager dans la grève, les uns dès jeudi 6 décembre, d'autres le lendemain, d'autres pour lundi 10 décembre, d'autres pour le mardi 11 décembre.

Ainsi, en région parisienne, les deux lycées de Champigny ont voté d'entrer en grève reconductible à partir de lundi, ainsi que le lycée Jean Renoir de Bondy. D'autres vont sans doute suivre. Une AG de coordination est prévue lundi soir.

Mais les autres académies sont loin d'être en reste. On peut signaler en particulier l'appel lancé par l'intersyndicale de l'académie de Grenoble (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, FNEC-FP-FO, CGT, Sud, et CNT) qui a pris ses responsabilités et ouvre la voie dans la bonne direction, appelant à soutenir le mouvement lycéen, à tenir des AG partout et à généraliser la grève dans l'éducation.

Au sein des syndicats, et notamment du SNES, les discussions vont bon train. Appel à la grève ou pas ? Attendre le vendredi 14 décembre, fixé par la CGT, ou même le mercredi 19 décembre, à la veille des vacances ?

NON, trois fois NON. C'est maintenant qu'il faut y aller. C'est en ce sens qu'il faut intervenir dans les syndicats, à tous les niveaux, depuis les sections d'établissement, de départements, d'académies et au niveau national. Un appel intersyndical en ce sens

serait d'un énorme poids pour développer la mobilisation.

Comment pourrions-nous laisser nos élèves lutter seul.e.s pour des revendications qui sont aussi les nôtres ? Comment pourrions-nous laisser les gilets jaunes se battre seul.e.s contre la politique ultra-libérale de Macron, du gouvernement des patrons et des riches, contre l'injustice fiscale, les bas salaires, la casse des services publics, la précarité et le caractère de moins en moins démocratique du régime politique ? Comment pourrions-nous perdre une opportunité d'infliger enfin une défaite au pouvoir, d'imposer nos revendications et d'ouvrir une situation favorable à la satisfaction de revendications bien plus larges ?

Sans attendre, construisons la grève générale de l'éducation !

Mais, à l'image des gilets jaunes, qui ont eu bien raison de ne pas attendre le feu vert de Martinez, Veyrier, Berget & Cie, même si nous devons exiger des directions de nos syndicats qu'elles fassent leur boulot, nous n'avons pas non plus à attendre leur vert pour entrer dans la grève.

Réunissons partout des AG et votons la grève dès qu'une minorité significative est convaincue de sa nécessité. Allons alors sur les autres établissements pour les entraîner dans la grève et la généraliser.

Tonio Álvarez, le 10 décembre 2018